

BOUMERDÈS

92 délinquants arrêtés par la police en septembre

Les services de la police judiciaire et ceux des différents commissariats implantés dans la wilaya de Boumerdès ont arrêté, en septembre dernier, 92 délinquants dont 3 femmes et 6 mineurs.

Selon le bilan mensuel rendu public par la sûreté de wilaya, 22 délinquants ont été placés sous mandat de dépôt, 11 ont reçu des citations directes et 4 ont été mis sous contrôle judiciaire. Les autres ont soit été relâchés faute de preuves soit que leurs dossiers sont toujours en instruction.

C'est malheureusement le délit de coups et blessures volontaires (CBV) qui enregistre le plus grand nombre d'affaires (67). 46 personnes dont 3 mineurs sont impliquées dans 38 affaires résolues par la police. 8 agresseurs ont été placés sous mandat de dépôt. Les services de police ont également enregistré 20 plaintes



Photo : DR

pour vol par effraction. Ils ont résolu 9 cas et arrêté 9 délinquants. 5 sont en détention provisoire et 4 ont reçus des citations directes.

Les autres délinquants sont impliqués dans des affaires de constitution de bandes de malfaiteurs, trafic et consommation de stupéfiants, et d'autres délits. S'agissant de la lutte contre le terrorisme de la route où il reste tout de même beaucoup à faire dans les agglomé-

rations de la wilaya de Boumerdès, les policiers ont retiré 93 permis de conduire. Justement, en matière d'accidents de la route, une personne est décédée et 18 autres ont été blessées en septembre 2011. 16 accidents sont à déplorer. Comparativement au même mois de 2010, la police n'avait, rappelons-le, enregistré que 7 accidents causant la mort d'une personne alors que 12 ont été blessés.

Les statistiques indiquent qu'il y a une augmentation des sinistres et leurs lots de victimes alors que la répression contre la délinquance de la route a grandement régressée. Exemple : 674 infractions ont été relevées par le radar durant le mois de septembre 2010.

Or, celles-ci ne sont que 284 pour le même mois de 2011. Il reste donc beaucoup de choses à faire.

Abachi L.

HYGIÈNE PUBLIQUE À EL-TARF

La population d'El-Kala s'implique

C'est le branle-bas de combat dans la ville d'El-Kala et pour cause, plusieurs comités de quartier se sont mobilisés, ces derniers jours, pour donner un nouveau visage à la ville afin qu'elle soit plus présentable, et redorer ainsi son blason terni par plusieurs années d'un laisser-aller manifeste.

Interrogés, des citoyens ont affirmé avec un brin de satisfaction qu'«en tant qu'habitants de cette ville, nous sommes tenus d'apporter notre contribution et aider les services de la voirie pour venir à bout, un tant soit peu, des ordures qui jonchent les trottoirs des différents quartiers

et cités. Les actions de collecte des ordures et autres détritus est un travail de tous les jours et nous sommes mobilisés pour effacer à jamais l'image hideuse de nos cités».

Ils ajouteront : «Les comités de quartier sont actuellement à pied d'œuvre pour venir en aide aux services de la commune. Notre travail de ramassage des ordures est un acte citoyen et de civisme, et nous comptons renouveler nos actions, tout en lançant des opérations de sensibilisation et d'information pour que les gens apprennent à mieux respecter l'hygiène dans l'espace public.» «Prochainement,

nous comptons associer les entreprises locales de la daïra d'El-Kala qui disposent de gros moyens à l'image de BTP Djeflal, et ce, pour des journées de bénévolat dans le dessein d'éradiquer toutes les décharges sauvages», ont-ils tenu à affirmer. Et de conclure : «Chaque habitant se doit d'avoir en tête que l'hygiène et la propreté de la cité reflètent sa propre et son sens de la citoyenneté.

Les opérations tous azimuts d'amélioration urbaine lancées par les pouvoirs publics n'ont de sens que par l'implication entière des citoyens.»

Daoud Allam

AÏN-TÉMOUCHENT

Sensibilisation des écoliers sur les risques d'intoxication alimentaire

Dans le but de prévenir les intoxications alimentaires dont sont souvent victimes les écoliers dans les établissements scolaires, la direction de l'éducation de Aïn-Témouchent, en collaboration avec celle du commerce, organise, durant ce mois, des journées de sensi-

bilisation sur la qualité des produits alimentaires consommés quotidiennement dans les écoles ou les fast-foods.

Dans le but de toucher le maximum d'élèves, la direction de l'éducation a adressé des correspondances à quinze établissements scolaires

implantés dans les daïras de Aïn-Témouchent, Aïn-Kihel, El-Malah, El-Amria et Béni-Saf. L'objectif de cette action vise, selon ses initiateurs, à prémunir les élèves contre les intoxications d'origine alimentaire. Cette catégorie de consommateurs est généralement la plus

exposée aux risques, souligne-t-on.

Les opérations de sensibilisation seront animées par des représentants de la direction du commerce au sein des établissements scolaires, tout au long des trois prochains mois.

S. B.

Incendie dans un hangar d'élevage de volaille à l'Emir-Abdelkader

Un incendie s'est déclaré, avant-hier, dans un hangar pour élevage de volaille dans la commune de l'Emir-Abdelkader, à une vingtaine de kilomètres du chef-lieu de wilaya. L'incendie, qui s'est déclaré la nuit, a causé la perte de plus d'un demi-millier de poulets.

S. B.

Les citoyens souffrent le martyre pour le gaz butane à Sidi-Ben-Adda

Des dizaines de familles habitant la localité de Sidi-Ben-Adda, à trois kilomètres de Aïn-Témouchent, souffrent le martyre quotidiennement pour se procurer une bouteille de gaz butane. Selon plusieurs personnes des cités des 120 et 150-Logements, la bonbonne de gaz pour laquelle des pères de famille courent des jours et des jours ne dure en tout et pour tout qu'une semaine. L'hiver, cela devient

un calvaire pour les habitants qui passent leur temps à rechercher cette précieuse énergie, disent-ils. Et d'ajouter qu'ils ont adressé plusieurs correspondances aux autorités concernées pour leur demander de raccorder leurs foyers au réseau de gaz naturel. Les familles trouvent cette attente trop longue, surtout que l'hiver approche à grands pas.

S. B.

BLIDA

Une trentaine de bénéficiaires de lots de terrain à Beni Mered dans l'expectative

Une trentaine de bénéficiaires de lots de terrain à Beni Mered, 6 km au nord de Blida, ont demandé l'intervention du wali pour qu'il régularise leur situation qui dure depuis 1995, puisque malgré leur possession de titres, ils n'ont pas bénéficié de terrain.

Les plaignants ont fait également état de leur pessimisme vis-à-vis de la réponse des services de la daïra d'Ouled-Yaich qui leur ont signifié un nict catégorique quant à leur attribution de logements sociaux locatifs en compensation de la non-affectation de leurs lots de terrain.

En outre, ces derniers ont fait savoir que leurs terrains ont été distribués à d'autres personnes qui les ont revendus et sur lesquels ont été érigées des villas, qui à leur tour ont été vendues à des prix forts. Il y a lieu de souligner qu'en 2007, disent les plaignants, l'agence foncière de la wilaya de Blida leur a proposé, en compensation de la perte de leurs terrains, de s'inscrire parmi les souscripteurs au logement social participatif mais ces derniers n'avaient pas les moyens financiers nécessaires à cette option.

M. B.

KHENCHELA

Un an de prison ferme pour escroquerie

Le tribunal primaire de Khenchela a condamné à un an de prison ferme et une amende de 100 000 DA un jeune homme demeurant à Khenchela pour escroquerie dans la vente d'un logement sis au chef-lieu de wilaya.

La victime avait déposé plainte, chose qui n'a pas plu à l'accusé qui a à son tour déposé plainte, accusant H. E., sa victime, de l'avoir menacé de mort. H. E. a fait l'objet d'un jugement qui l'a innocenté. L'accusé a été condamné, en outre, au remboursement des 700 000 DA perçus lors de la vente du logement.

Benzaïm Abdelhouab

GUELMA

Deux dealers écroués

Trois personnes, âgées entre 29 et 44 ans, ont été interpellées cette semaine à Oued Zenati (à une quarantaine de kilomètres de Guelma), alors qu'elles étaient en possession d'une quantité de kif traité destinée à la vente. Les prévenus seraient des dealers notoires de la cité populaire du 17-October, au centre-ville.

Sous l'inculpation de détention et vente de stupéfiants, deux d'entre eux ont été placés sous mandat de dépôt par le magistrat instructeur, alors que le troisième a bénéficié de la mise en liberté provisoire. Une enquête est ouverte pour mettre hors d'état de nuire le réseau de trafic de stupéfiants qui sévit dans la région.

N. Guergour